

MOTS CLÉS

Développement durable
Transformation
écologique
Changement climatique
Perception
ADSNA
Giec

dossier

RÉFLEXION

Transformation écologique

La perception des professionnels de santé

En France, quelques établissements de santé ont impulsé des dynamiques favorables au développement durable. Cette démarche ne mobilise que quelques professionnels de santé exerçant dans ces établissements, sans que les raisons de cette faible mobilisation soient clairement identifiées. C'est dans cette logique que l'association Agir durablement en santé en Nouvelle-Aquitaine (ADSNA) a mis en œuvre une étude permettant de recueillir les connaissances, attitudes et pratiques des professionnels de santé hospitaliers et de préciser leurs attentes.

Les constats du 6^e rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), publié en août 2021, sont alarmants⁽¹⁾. Tous les secteurs de l'économie ont le devoir de se mobiliser autour des objectifs de développement durable (ODD) et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). L'adoption d'une feuille de route pour le système de santé, cinquième émetteur de GES mondial, a été discutée lors de la 26^e Conférence annuelle des parties des Nations unies sur les changements climatiques (COP 26), qui s'est tenue en novembre 2021 à Glasgow⁽²⁾. Il s'agit d'engager le secteur dans un fonctionnement pleinement en lien avec les objectifs de réduction des émissions de GES, les ODD et l'agenda 2030 (ou « agenda 21 »). Dans le rapport du Shift Project, intitulé « Décarboner la santé pour soigner durablement » et publié en novembre 2021, les émissions de GES du système de santé français ont été évaluées à près de 8 % des émissions nationales⁽³⁾. Dans ce contexte, les critères de développement durable inscrits dans la certification HAS et le renforcement des politiques publiques favorisent l'intégration effective de la transformation écologique dans les projets d'établissement⁽⁴⁾. Le développement durable et la transformation

écologique représentent ainsi un enjeu majeur pour les établissements de santé et un défi pour nous tous.

Aujourd'hui, malgré l'entrée relativement récente de ces thématiques dans le secteur de la santé et le nombre important de professionnels de santé non formés aux enjeux du développement durable, l'engagement des professionnels semble de plus en plus important⁽⁵⁾, même s'il n'est pas toujours écouté ni facilité. Face à ce constat, l'association Agir durablement en santé en Nouvelle-Aquitaine (ADSNA)⁽⁶⁾, créée en 2019, a souhaité analyser les pratiques et attentes des salariés en matière de transformation écologique au sein des établissements. L'objectif principal de notre étude était d'identifier les connaissances, attitudes et pratiques des professionnels de santé hospitaliers (y compris les étudiants en santé) en matière de transformation écologique, à la fois dans leur vie personnelle et dans leur vie professionnelle. L'objectif secondaire était de préciser leurs attentes envers leur établissement.

Méthode

Notre étude observationnelle, transversale et multicentrique, s'est déroulée dans trois établissements de santé de la région Nouvelle-Aquitaine – CHU de Bordeaux, CHU de Poitiers et CH de Niort – de juin à juillet 2021. L'ensemble des professionnels

Jérémy GUIHENNEUC

Chef de clinique
Unité Evarisq
Service de santé publique
CHU de Poitiers

Noëlle BERNARD

Praticien hospitalier
Médecine interne
et maladies infectieuses
CHU de Bordeaux

Bernard JOURDAIN

Responsable
développement durable
CH de Niort

Isabelle BARCOS

Cadre de santé chargée
de missions prévention/
promotion de la santé
CHU de Bordeaux

Cécile SAEZ

Conseillère en mobilité
durable et référente télétravail
CHU de Bordeaux

Sarah AYRAUD-THÉVENOT

MCU-PH, service d'hygiène
hospitalière, CHU de Poitiers

Virginie MIGEOT

PU-PH, service de santé
publique, CHU de Poitiers

de ces établissements ont été invités à répondre à un questionnaire de plus de 30 items, répartis en quatre parties (Sensibilisation, Attitudes, Perceptions, Pratiques), élaborés par un groupe de travail pluridisciplinaire et interétablissement. La partie Sensibilisation, correspondant à des items sur les connaissances générales sur le développement durable, n'a été proposée qu'au CHU de Poitiers.

Résultats

Caractéristiques des répondants

Parmi les 25 127 salariés des trois établissements de santé, 1 944 ont répondu à l'enquête, soit un taux de participation global de 7,7%. Parmi les répondants, 78,7% (1 489/1 892) sont des femmes et 45,4% (865/1 907) ont moins de 40 ans. La fonction exercée par les répondants se répartit comme suit : 44,4% (839/1 890) de personnels soignants, 17,8% (336/1 890) de personnels administratifs, 16,3% (309/1 890) de personnels médicaux (dont internes), 9,7% (183/1 890) de personnels médico-techniques, 6,6% (124/1 890) de personnels techniques, 2,7% (51/1 890) de personnels socio-éducatifs, 1,1% (20/1 890) d'étudiants et stagiaires, 1% (19/1 890) d'autres catégories.

L'ancienneté d'exercice dans l'établissement est inférieure à dix ans pour 49,0% (930/1 897) des répondants, supérieure à dix ans pour 51,0% (967/1 897).

L'engagement dans le développement durable

Concernant les connaissances générales sur le changement climatique et le développement durable, entre 89% et 99% des répondants ont une bonne connaissance des concepts généraux liés au changement climatique et au développement durable. Cependant, 72% des répondants déclarent ignorer les propositions et les engagements en faveur du développement durable émis en 2020, par exemple à l'occasion du Ségur de la santé, par la Fédération hospitalière de France (FHF) ou encore par l'Agence nationale d'appui à la performance (Anap), et plus de 20% des répondants découvrent de nouvelles informations via l'enquête.

Les résultats de l'étude indiquent que les personnels de santé sont engagés pour le développement durable à leur domicile. En effet, plus de 98% (1 907/1 943) déclarent trier leurs déchets, 84,5% (1 641/1 943) privilégier l'achat de produits provenant des circuits courts, 75% (1 456/1 943) avoir diminué leur consommation de viande, et plus de 75% (1 493/1 943) utiliser le numérique sobrement. En revanche, 40,2% (779/1 940) déclarent ne pas utiliser les mobilités douces ou les transports en commun pour se rendre sur leur lieu de travail, dont 7,9% (153/1 940) qui souhaitent commencer à les utiliser.

GES et environnement : perception des activités impactantes

Les principales activités perçues comme les plus impactantes sont la consommation d'énergie pour 66,4% (1 290/1 944) des répondants, les déchets et rejets liés aux activités médicales pour 58,4% (1 140/1 944), les déchets et rejets liés aux activités non médicales pour 49,9% (971/1 944), la restauration

pour 22,6% (439/1 944) et les transports (personnel, patient, fret) pour 19,7% (383/1 944).

Or, selon les récentes données issues du rapport du Shift Project⁽⁸⁾, les activités impactantes sur le plan des émissions de GES sont tout d'abord l'achat des médicaments et des dispositifs médicaux (plus de 50% de la totalité des émissions du secteur de la santé), puis le transport des patients et visiteurs (11%), les sources fixes de combustion (10%), les immobilisations⁽⁷⁾ (9%), l'alimentation (6%), les trajets domicile/travail et les déplacements professionnels (5%), la consommation d'électricité (3%), les déchets et services (2%) et, enfin, la consommation de gaz médicaux (moins de 1%).

La comparaison entre la perception des professionnels de santé, via l'enquête en Nouvelle-Aquitaine, et l'impact réel des activités, selon les données du Shift Project, est présentée au tableau 1.

Alors que les activités les plus impactantes en fonction des émissions de GES, selon le Shift Project, sont les achats des médicaments, les achats des dispositifs médicaux et les transports (patients et visiteurs), les professionnels de santé ont estimé que les déchets et services, la consommation d'électricité et les sources fixes de combustion étaient les activités les plus impactantes.

NOTES

(1) V. Masson-Delmotte, P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger *et al.*, "Climate Change 2021: The Physical Science Basis", Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Cambridge University Press, 2021.

(2) "UN Climate Change Conference (COP26) at the SEC – Glasgow 2021", The COP26 Health Programme, 12 nov 2021. <https://ukcop26.org/the-cop26-health-programme/>

(3) The Shift Project, « Décarboner la santé pour soigner durablement », rapport final 2021. <https://theshiftproject.org/wp-content/uploads/2021/11/211125-TSP-PTF-Rapport-final-Sante.pdf>

TABLEAU 1
Activités des établissements et émissions de GES
Perception des professionnels de santé

Rang de classement* Enquête en Nouvelle-Aquitaine	Rang de classement Shift Project ⁽³⁾
1 - Déchets et services	9
2 - Consommation d'électricité	8
3 - Sources fixes de combustion	4
4 - Immobilisations**	5
5 - Alimentation	6
6 - Trajets et déplacements professionnels	7
7 - Transports (patients et visiteurs)	3
8 - Achat des médicaments	1
9 - Achats des dispositifs médicaux	2
10 - Consommation de gaz médicaux	10

* Classement décroissant en fonction des émissions de GES

** Couvrent les émissions de GES générées par la fabrication des biens durables utilisés et incluent l'immobilité, le mobilier, le parc informatique et surtout l'équipement médical lourd.

Cotation de la priorité DD des établissements de santé

Sur une échelle de 0 (*Pas une priorité*) à 10 (*Forte priorité*), la note moyenne globale des établissements de santé donnée par les répondants est de 4,7/10, avec un écart type de 2,5. La note obtenue est significativement différente entre les établissements de santé, reflétant la perception de l'avancée des actions en faveur de la transformation écologique et du développement durable dans chaque établissement et de l'impact de la communication associée.

NOTES

(4) Ministère des Solidarités et de la Santé, Conclusions du Séjour de la santé, dossier de presse, 2020. <https://solidarites-sante.gouv.fr>

HAS, « Certification des établissements de santé pour la qualité des soins », référentiel, septembre 2021 - www.has-sante.fr

Fédération hospitalière de France, « La FHF formule 50 propositions pour engager la transformation écologique de notre système de santé public », communiqué de presse - www.fhf.fr

Anap, « Responsabilité sociétale. Référentiel HQE pour les établissements de santé ». <https://ressources.anap.fr>

Ministère de la Transition écologique, « La loi anti-gaspillage pour une économie circulaire », 2021. www.ecologie.gouv.fr

Ministère de la Transition écologique, « Loi énergie-climat », janvier 2020 - www.ecologie.gouv.fr

(5) B. Shea, K. Knowlton, J. Shaman, "Assessment of Climate-Health Curricula at International Health Professions Schools", *JAMA Netw Open*, 1 May 2020; 3(5): e206609.

O.E. Omrani, A. Dafallah, B. Paniello Castillo, BQRC Amaro, S. Taneja, M. Amzil *et al.*, "Envisioning planetary health in every medical curriculum: An international medical student organization's perspective", *Med Teach.*, oct 2020; 42(10): 1107-11.

H.R. Lee, I. Pagano, A. Borth, E. Campbell, B. Hubbard, J. Kotcher *et al.*, "Health professional's willingness to advocate for strengthening global commitments to the Paris climate agreement: Findings from a multi-nation survey", *J Clim Chang Health*, mai 2021; 2:Non.

Information

Globalement, 76 % (1 476/1 944) des répondants déclarent être pas ou peu informés de l'actualité de la transformation écologique de leur établissement. Leurs quatre principaux canaux d'information sont la page intranet de l'établissement (43,1%), le mail (28,6%), le journal interne (22,5%) et le bouche-à-oreille (21,2%).

Les professionnels expriment le souhait de pouvoir à l'avenir accéder davantage à l'information sur ce thème via la page intranet (56,9%), le mail (51,6%) et le journal interne (33,2%).

Des personnels de santé déjà impliqués

Pour agir sur le développement durable, deux leviers ont été identifiés par les répondants. Ils considèrent à la fois qu'ils ont une responsabilité individuelle d'agir en faveur de la transformation écologique (95,9%) et que la direction de leur établissement doit mettre en œuvre des actions et des directives (94,6%). Parmi les répondants, 22,8% (443/1944) déclarent avoir déjà initié au moins une action en faveur de la transformation écologique dans leur établissement. Ainsi, des personnels de santé, de toutes catégories professionnelles, et souvent en équipe, ont initié des projets de service et pluridisciplinaires. Au travers de notre enquête, plus de 440 actions ont ainsi été recensées. Les principales thématiques ciblées par les professionnels portent sur la gestion des déchets avec

241 actions (54,3%), la mise en œuvre des écogestes avec 82 actions (18,5%) et l'utilisation sobre du numérique avec 30 actions (6,8%). Les thématiques des actions mises en place sont bien en cohérence avec la perception des professionnels de santé sur les activités impactantes de leur établissement. Les professionnels de santé ont pu s'exprimer sur les thématiques d'intérêt futures souhaitées. Ainsi, au total, près de 4282 actions ont été recensées via l'étude. Les sept principales thématiques d'intérêt sont la gestion des déchets (26,2%), les écogestes (12,8%), les économies d'énergie (10,3%), la restauration durable (9,0%), les mobilités douces (8,7%), les bâtiments durables (6,8%) et le matériel réutilisable (5,5%).

Des besoins identifiés, leviers pour agir

Afin d'initier et de mettre en œuvre des projets en lien avec la transformation écologique, les répondants des trois établissements indiquent avoir besoin de temps dédié (47,8%), d'un soutien hiérarchique (39,7%), d'un soutien méthodologique (35,2%), d'un circuit simplifié de validation de projet (32,5%), d'accès à une formation sur le développement durable (28,4%), de financement (26,5%) et de la mise à disposition d'outils (21,0%).

Référents et ambassadeurs DD

Parmi les répondants, 16,0% (312/1 944) indiquent souhaiter rejoindre un groupe de travail sur le développement durable au sein de leur établissement. Globalement, 720 professionnels de santé (37,0%) ont exprimé une volonté concrète d'agir pour la transformation écologique de leur établissement, en rejoignant un groupe de travail, en mettant en place de nouvelles actions ou en participant à des journées de formation.

Discussion

Cette étude régionale est la première portant sur les connaissances, attitudes et pratiques des professionnels de santé au sujet du développement durable et de la transformation écologique des établissements de santé en France. Connaître ces aspects est important au regard du rôle des professionnels de santé, considéré comme unique et essentiel dans la mise en place d'actions d'atténuation pour lutter contre les effets du changement climatique, et de leur volonté forte de s'engager⁽⁹⁾. L'enjeu de cette étude menée en Nouvelle-Aquitaine était aussi de mieux connaître les attentes des professionnels de santé, plus particulièrement dans les établissements, afin de mieux identifier les possibles leviers pour accompagner le secteur de la santé vers la décarbonation de ses activités. Bien que cet aspect soit peu visible pour les professionnels de santé ayant répondu à l'enquête, les bilans carbone réalisés pour le secteur de la santé montrent que près de 70% de son empreinte relève de l'approvisionnement, en particulier en médicaments, dispositifs médicaux et autres matériels médicaux⁽¹⁰⁾. Nos politiques d'achat de produits de santé sont donc un levier majeur pour transformer le système de santé et lutter contre le changement climatique. Le rapport récent du Shift Project montre que plus de 50% des émissions de GES du secteur de la santé en France proviennent des achats de médicaments et dispositifs médicaux⁽¹¹⁾. Les

représentations des répondants sur les activités les plus impactantes des établissements de santé, principalement la consommation d'énergie et les déchets, sont donc partiellement erronées. Elles sont probablement la transposition des représentations du domicile vers le lieu de travail, avec des actions autour des déchets maintenant ancrées dans le quotidien de chacun, et la conséquence d'une organisation du travail qui ne permet pas aux professionnels de santé d'avoir une vision globale des différentes activités et de leurs impacts. Ce décalage entre réalité et perception justifie de prévoir des formations à destination des professionnels afin d'intégrer de nouvelles actions, de nouvelles thématiques et d'adapter au mieux les actes professionnels du quotidien, tout en poursuivant les nombreuses actions initiées autour du tri des déchets et des économies d'énergie, par exemple. Améliorer les politiques d'achat des établissements de santé, en y intégrant davantage de critères de développement durable, permettra aussi d'améliorer la gestion et le traitement des flux sortants.

En effet, pour les achats, la responsabilité dépasse largement le périmètre du salarié et concerne plutôt l'ensemble des établissements et l'État, avec un enjeu fort de changement. L'évolution de la mesure de l'empreinte carbone des établissements de santé depuis le bilan des gaz à effet de serre (Beges) vers le bilan carbone, avec la prise en compte du scope 3, qui représenterait plus de 85 % de l'empreinte carbone d'un établissement de santé rend impérative la mise en place des formations et des groupes de travail autour de l'écoresponsabilité des achats⁽¹²⁾.

Concernant les mobilités, nos établissements de santé doivent poursuivre la sensibilisation sur ce thème qui est de plus en plus médiatisé auprès des citoyens (abandon des véhicules thermiques...). Tout doit être fait aussi pour faciliter l'accès aux transports en commun, notamment en adaptant les horaires, ce qui n'est malheureusement pas encore le cas pour les professionnels aux horaires décalés.

En majorité, les répondants, en tant que citoyens et salariés d'un établissement de santé, se sentent responsables à titre individuel d'agir pour favoriser la transformation écologique de leur établissement. Cette responsabilité individuelle s'accompagne d'une forte attente envers la direction pour qu'elle mette en œuvre des actions et des directives à l'échelle de l'institution. Il serait donc nécessaire de former également les directions des établissements pour mieux appréhender ces sujets et y faire face. Le développement durable dépasse largement le seul champ de l'empreinte carbone des établissements de santé, les autres enjeux sont nombreux. Cependant, la mesure du bilan carbone semble être un bon outil, complété par des indicateurs sociaux, environnementaux et économiques pour orienter efficacement nos actions.

Il est à noter que les démarches relatives au développement durable et à la transformation écologique sont des démarches d'équipes, pluridisciplinaires et souvent intersectorielles, impliquant l'ensemble des acteurs concernés. Intégrer cette approche dans l'ensemble des projets d'un établissement de santé pourrait favoriser une meilleure communication et dynamique au sein de nos établissements via un partage et

une mutualisation des initiatives. Les nombreux projets menés au CH de Niort et celui en cours au CHU de Bordeaux, « Unités durables », créent de nouvelles dynamiques, notamment entre direction et salariés, pour véritablement ancrer la transformation écologique au cœur des pratiques. Cette mutualisation doit également se concevoir en termes de contribution des établissements aux politiques de territoire et selon une approche de responsabilité populationnelle. Participer aux groupes de travail de différents organismes (Anap...), adhérer à des associations régionales (ADSNA...) ou internationales (Health Care Without Harm [HCWH]) ou encore intégrer le club Développement durable des établissements et entreprises publics (ClubDDEP) (*encadré page suivante*) pourra contribuer aux partages d'expériences et accélérer l'indispensable transformation écologique, économique et sociale du système de santé.

Conclusion

Les résultats de cette étude ont permis de mettre en évidence un certain nombre de points.

► **Les besoins d'information et de formation au sein des établissements de santé** : la majorité des répondants ignore les propositions et engagements nationaux en faveur du développement durable dans le secteur de la santé. Leurs représentations des activités les plus impactantes de nos établissements sont erronées. La sensibilisation sur l'impact des déplacements du quotidien doit être renforcée eu égard au poids de la mobilité en termes de pollution et de production de GES.

► **Le besoin de communication intra-établissement** : la perception qu'ont les répondants d'un faible engagement de leur établissement de santé et le manque de visibilité des actions déjà engagées pour la transformation écologique doivent amener à reconsidérer les moyens de communication interne. Cela est d'autant plus important que la transformation écologique correspond à une demande forte des

NOTES

(6) Association loi 1901 qui a pour objectif de promouvoir la politique de développement durable et de transformation écologique dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux de la région Nouvelle-Aquitaine. adsna@laposte.fr

(7) D'après la méthodologie du Shift Project, les immobilisations couvrent les émissions de GES générées par la fabrication des biens durables utilisés et incluent l'immobilité, le mobilier, le parc informatique et surtout l'équipement médical lourd.

(8) The Shift Project, « Décarboner la santé pour soigner durablement », rapport final 2021, art. cité.

(9) H.R. Lee, I. Pagano, A. Borth, E. Campbell, B. Hubbert, J. Kotcher *et al.*, "Health professional's willingness to advocate for strengthening global commitments to the Paris climate agreement: Findings from a multi-nation survey", art. cité.

J. Kotcher, E. Maibach, J. Miller, E. Campbell, L. Alqodmani, M. Maiero *et al.*, "Views of health professionals on climate change and health: a multinational survey study", *The Lancet Planetary Health*, May 2021; 5(5): e316-23.

E.W. Maibach, M. Sarfaty, M. Mitchell, R. Gould, "Limiting global warming to 1.5 to 2.0°C-A unique and necessary role for health professionals", *PLoS Med.*, mai 2019;16(5):e1002804.

(10) NHS, "Delivering a 'net zero' national health service", 2021. www.england.nhs.uk

(11) The Shift Project, « Décarboner la santé pour soigner durablement », rapport final 2021, *op. cit.*

(12) *Ibid.*

salariés et pourrait servir de levier pour améliorer l'attractivité dans nos établissements.

» **Les moteurs du changement** : le sentiment de responsabilité individuelle des professionnels de santé, associé à la mise en œuvre d'une politique institutionnelle ambitieuse, est un moteur pour agir efficacement en faveur de la transformation écologique dans un établissement.

» **Pour agir, des leviers doivent être activés** : du temps dédié, un soutien hiérarchique et méthodologique, une simplification du circuit de validation des projets, des financements, des formations dédiées au développement durable pour les salariés et les directions ainsi que la mise à disposition d'outils.

Les auteurs remercient les membres des comités Développement durable des établissements participants, les services informatiques pour la création des questionnaires en ligne, les directions de la communication et directions des sites pour l'aide à la diffusion de l'enquête, ainsi que Dylan Cudmore et Salomeh Abi Badra, stagiaires, pour leur contribution à la construction du questionnaire.

Perspectives

Pour rendre plus efficaces la transmission d'informations et la mise en œuvre d'actions, il serait intéressant d'organiser un réseau d'acteurs référents « développement durable » dans les services de soins et de support mais également à la direction de chaque établissement. Nos établissements gagneront à favoriser ces échanges d'informations et de compétences dans ce champ particulier qui touche chaque acteur dans chaque acte de son quotidien.

Associer la mise en œuvre d'actions à une communication pertinente afin d'avoir une visibilité et une transparence sur la feuille de route de l'établissement, ses objectifs et les indicateurs à suivre, sera essentiel. En termes de décarbonation, les objectifs sont clairs : le secteur de la santé doit réduire son empreinte carbone de 80 % d'ici à 2050, soit une baisse des émissions de GES de 5 % par an. Une coordination des projets avec des représentants de tous les secteurs d'activité d'un établissement serait une proposition pertinente pour mener à bien les différentes actions. ●